



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/A-la-trappe-les-palotins>

À la trappe, les palotins !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 1004 à€" novembre 2000 -

Date de mise en ligne : jeudi 26 mars 2009

Date de parution : novembre 2000

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Quand il s'agit de questions financières, les spécialistes n'ont pas peur de l'opinion des citoyens, ils parient qu'ils n'y connaissent rien !

Mais Paul Vila, lui, ne s'en laisse pas conter :

Comme modèle de lèche-bottes-à-phynance, je propose Michel Didier, de l'Institut International d'Économie Européenne. Il était interrogé récemment sur France-Culture à propos de l'offre de vente publique de la mini-banque Hervet, qu'il qualifia de « la dernière banque encore contrôlée par l'État français » (doit-on comprendre que la Banque de France serait privatisée ?). Ce fut pour lui l'occasion d'entonner une ode à la gloire des privatisations "salvatrices" telles que celles de Renault, Air France, Saint Gobain, Péchiney, CGE, Rhône-Poulenc, etc. J'ai dû rater France Télécom, et d'insister pour que cela continue avec les compagnies d'assurances et les banques, citant le Crédit National, le Crédit Foncier, le Crédit Agricole. En attendant bien évidemment nos grands services publics de l'EDF à la SNCF en passant par la Poste.

Notre héros faisait ainsi l'amalgame entre entreprises productrices de biens et de services (incluant les banques de dépôt et les banques d'affaires) avec les émetteurs de crédit. C'est une baliverne classique. Mais il déclara alors, et j'ai bien noté, je le cite : « un groupe privé peut exister avec une concentration de secteur public ». De quelle réalité du monde "économique", dont j'ignorerais l'existence, s'agit-il ? Michel Didier voudrait-il faire prendre aux Français les opérations de banque pour des transactions "économiques" ?

Nous sommes prêts pour une vraie guerre des modèles de crédit. Le modèle classique s'avère de plus en plus fauteur d'inutiles destructions de valeur. Il convenait à une société de privilèges qui méprisait l'homme et la planète, mais respectait les dures "lois de l'économie", incontournables comme le répétait à l'envi le petit -maître Alain Minc en 1990. Pour la France, seul un désengagement de l'État peut sauver cette sacro-sainte économie-là : il faut souffrir « pour rembourser au système bancaire les dettes de la nation », etc. Quand on compare ce modèle, dont les bases sont aussi horribles qu'illogiques, avec le système des États-Unis, bien mieux contrôlé, on se prend à espérer une révolution du crédit. La subtilité des opérations bancaires consiste en une spéculation sur la création de valeur, non pas opérée par la banque, mais utilisée par elle pour permettre l'échange. Le banquier rend un service de plus en plus virtuel depuis l'avènement des .com électroniques et, en échange de notre confiance dans ses pratiques comptables pour gérer notre crédit, il prélève un bénéfice, qu'il nous faut lui rembourser. Cela passe quand l'économie est en expansion, mais cela devient une obsession pour les producteurs, qui sont mis en concurrence par les experts économistes, tapis dans les rouages de la machine bancaire : le banquier dicte ses conditions de toujours plus à tous, producteurs, consommateurs, états.

Douce France, où un dixième de la population vit plus mal qu'en 1970, où l'énergie est gaspillée alors que les déchets urbains ne sont pas gérés, que ne mets-tu tes théoriciens en action pour définir un vrai Revenu économique ! Impose à ton Ministre des Finances un changement radical de ton système bancaire pour distribuer ce revenu comme un salaire à vie à tous tes ressortissants. Cela n'empêchera pas un vrai marché de jouer, pour sélectionner les meilleurs produits et services nécessaires. Au contraire, cela clarifiera le choix des consommateurs et ruinera bien plus vite les bobards commerciaux.

En attendant, les palotins de l'Institut International où sévit Michel Didier, de Bercy et d'ailleurs vont devoir changer de logique, sinon ils passeront à la trappe.